



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

opérations extérieures

Question au Gouvernement n° 1468

Texte de la question

INTERVENTIONS AU MALI ET EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. le président. La parole est à M. Philippe Folliot, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Philippe Folliot. Ma question s'adresse à M. le ministre de la défense. Ce lundi, s'est tenue aux Invalides une émouvante cérémonie en hommage aux deux marsouins parachutistes du 8e RPIMA de ma ville de Castres, Antoine Le Quinio et Nicolas Vokaer, morts pour la France.

À cette occasion, le Président de la République a prononcé un discours digne et républicain pour rendre un hommage appuyé à nos deux soldats et à nos troupes sur le terrain. Je suis convaincu que l'ensemble de la représentation nationale s'associe à cet hommage.

Je n'entrerai pas dans le débat sur les capacités de résilience de notre nation, mais force est de reconnaître que, quand j'ai dit que ces soldats sont « morts pour la France », cette terminologie est, sinon impropre, du moins imprécise : ils sont morts pour la paix, mais aussi morts pour l'Europe. En effet, monsieur le ministre, une fois encore, la France seule fait tout le boulot et, alors que ces actions concernent aussi la sécurité du continent, l'Europe est encore et toujours quasiment aux abonnés absents.

En attendant un très symbolique renfort de troupes au sol de la part de pays de l'Union, une modeste aide logistique de certains partenaires, un financement européen pour la formation et le déploiement des forces africaines de la MISCA sont utiles, mais secondaires ; le prix du sang et le coût financier – plusieurs centaines de millions d'euros par an en RCA comme au Mali –, c'est non pas l'Europe, mais la France qui les supporte seule.

L'UDI, dans son projet en matière de défense, a proposé la création d'un budget européen dédié au financement des OPEX. Nous nous félicitons que, dans le cadre du Conseil européen qui se tiendra demain et qui sera en partie consacré à la défense, le Président de la République ait repris notre idée à son compte, laquelle doit compléter le dispositif ATHENA, utile mais trop limité.

Monsieur le ministre, la France compte-t-elle demander que ce fonds soit opérationnel rapidement, qu'une opération EUFOR se mette en place au plus vite pour la RCA et que la force européenne de gendarmerie puisse procéder, aux côtés des forces françaises et africaines, au rétablissement de la sécurité dans ce pays ? À la veille des prochaines élections européennes, l'opinion publique française et continentale ne comprendrait pas l'inaction de l'Union. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI et UMP et sur quelques bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de la défense.

M. Jean-Yves Le Drian, *ministre de la défense*. Monsieur le député, vous qui êtes député de Castres, je vous remercie pour cette question. Vous avez rappelé la mémoire de Nicolas Vokaer et d'Antoine Le Quinio, caporaux au 8e RPIMa. Comme vous le savez, j'ai rencontré, vendredi et samedi derniers, leurs camarades à Bangui et à Bossangoa. Ils ressentent évidemment la douleur liée à la perte de ces deux soldats, mais ils expriment aussi la fierté d'accomplir leur devoir pour la France.

La mission qui incombe en ce moment à nos forces – j'appelle cela le « désarmement impartial » – est très difficile. Il y faut de la vigilance, de la clairvoyance et du sang-froid, bref du professionnalisme. Or « le 8 », comme on dit à Castres, en a beaucoup. Je voudrais profiter de votre question pour rendre hommage à ce régiment. (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

En ce qui concerne la dimension européenne de votre question, le ministre des affaires étrangères vous l'a dit hier : la question du soutien politique – il est acquis –, financier – il l'est lui aussi – et opérationnel – chaque pays, en fonction des procédures en vigueur, est en train d'y réfléchir – a été évoquée lundi.

Nous sommes allés les premiers au Mali, parce que c'était de notre responsabilité. Or, il y a quelques jours, les Pays-Bas ont décidé l'envoi de 400 soldats au sol. Cela montre bien que l'action de la France peut inciter d'autres pays à fournir un engagement significatif. Le Président de la République posera, lors du Conseil européen qui aura lieu demain, la question du fonds de financement que vous avez évoqué. J'espère que cela permettra d'obtenir des résultats positifs qui se feront sentir l'année prochaine. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Folliot](#)

Circonscription : Tarn (1^{re} circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1468

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Défense

Ministère attributaire : Défense

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 décembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [19 décembre 2013](#)